

## VICTOIRE DE NOS CAMARADES ÉTATS-UNIENS À LOS ANGELES LA MOBILISATION ET LE COLLECTIF PAIENT !

*Salaires en berne, classes surchargées, budgets de la ville en baisse, craintes de privatisation, les enseignant-es de la deuxième ville des États-Unis se sont lancés dans un mouvement de grève pour bousculer des négociations qui piétinaient depuis deux ans.*

Lundi 14 janvier, plus de 30 000 professeur-es et personnels de la ville de Los Angeles aux États-Unis se sont mis en grève. Une première depuis 1989.

Le budget alloué à l'enseignement n'est pas géré par l'État fédéral aux États-Unis mais par les Districts. Ainsi, en Californie, le financement public par élève est deux fois inférieur à celui de l'État de New York. À Los Angeles, les enseignant-es dénonçaient des effectifs pouvant atteindre 50 élèves par classe, alors que les négociations entre le Los Angeles Unified School District et le syndicat United Teachers Los Angeles avaient échoué. Dans la foulée, les autorités avaient proposé de fixer un maximum de 35 élèves par classe au collège, et 39 au lycée, contre une moyenne de 42 actuellement, selon les chiffres donnés par la ville.

De leur côté, les enseignant-es réclamaient des embauches sur plusieurs années, à la fois pour réduire réellement le nombre d'élèves par classe, mais aussi pour que chaque collège et lycée soit doté d'un-e infirmier-e et d'un-e bibliothécaire. Leur syndicat exigeait également une augmentation salariale immédiate de 6,5 %, assortie d'une mesure de rétroactivité. La ville proposa 6 %, étalée sur deux ans.

Localisée, la grève n'en fut pas moins exceptionnelle. Les enseignant-es n'étant pas employés par l'État fédéral, leurs conditions de travail et de rémunération varient d'un district à l'autre, rendant difficiles les actions concertées à l'échelle du pays. Le 14 janvier au matin, des piquets de grève se sont formés partout devant les établissements scolaires publics de

la ville, débouchant sur une énorme manifestation.

Accompagné de parents d'élèves, le défilé des professeur-es, assistant-es et conseiller-es d'éducation, a pris la direction de la mairie de Los Angeles. Ayant peur que la grève puisse durer plusieurs jours, les autorités ont soufflé le chaud et le froid.

Appel au syndicat enseignant à revenir à la table des négociations d'un côté, précisant même être disponible 24 h sur 24. Dénonciation des grévistes de l'autre, accusés d'avoir fait perdre 15 millions de dollars à la ville, par leur première journée de grève. Le mouvement était observé dans tout le pays par des enseignant-es, généralement guère mieux lotis que leurs collègues de Californie.

In fine, les professeur-es de Los Angeles ont mis fin à plus d'une semaine de grève après un accord négocié par leur syndicat. Taille des classes plafonnées, infirmier-es à temps plein dans chaque établissement, hausse de salaire de 6 % pour les enseignant-es : les mesures obtenues sont substantielles, même si les professeur-es ont dû céder sur une partie de leurs revendications. Mais cette grève, a per-

mis d'attirer l'attention et la sympathie du public, qui s'est rangé derrière les enseignant-es. Les professeur-es du public dénonçaient aussi la concurrence de plus en plus aiguë des établissements privés sous contrat et ont obtenu un engagement symbolique de la commission scolaire : celui de voter une résolution appelant l'État à limiter le nombre de ces charter schools.

Le 21 janvier, lors de son Comité National Fédéral, notre Fédération a voté une motion de soutien aux Camarades États-uniens, motion accompagnée de photos des délégué-es avec des messages clairs.

Le rapport de forces, c'est le seul langage que comprennent ceux et celles qui nous gouvernent en mettant systématiquement les « économies » budgétaires en avant. « L'Éducation coûte cher, essayons l'ignorance ». A la FERC, le discours est clair : il faut que, par leur détermination, les salarié-es du système éducatif de notre pays pèsent de façon ferme et collective pour l'obtention d'une école de qualité, émancipatrice, avec des travailleur-ses bénéficiant de bonnes conditions de travail et de salaires à la hauteur de leurs missions.

